



**SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU L'ASSISTE**



SM le Roi Mohammed VI adresse un discours à la Nation, à l'occasion du 55^e anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple.

En voici le texte:

"Louange à Dieu,.

Prière et salut sur le Prophète,.

Sa famille et Ses compagnons,.

Cher peuple,.

Nous célébrons aujourd'hui le cinquante-cinquième anniversaire de la Glorieuse Révolution du Roi et du Peuple, qui constitue une épopée dédiée à l'indépendance de la Patrie.

Cette révolution incarnait un exemple hors-pair de la symbiose régnant entre un Roi et son peuple, indéfectiblement attachés l'un à l'autre et solidement unis dans le combat commun pour l'indépendance et la dignité.

Dans cette marche épique, le point d'orgue fut atteint lorsque Notre vénéré Grand-Père, feu Sa Majesté le Roi Mohammed V, préféra les affres de l'exil et de l'éloignement du Trône, en marquant, au nom de principes immuables, son refus catégorique de céder sur la souveraineté de la nation, ou de se prêter à un quelconque marchandage à cet égard.

Les sacrifices consentis par le Roi pour la liberté et la dignité de la nation, n'avaient d'égal que l'abnégation du peuple

marocain - et au premier chef les masses populaires - pour lequel aucun sacrifice n'était trop cher payé pour son Roi légitime. Leur combat héroïque fut couronné, à terme, par le retour triomphal à son Trône du Sultan qui incarnait l'unité et la souveraineté nationale, et par le recouvrement de l'indépendance du Maroc.

Pour grandiose que fût cet événement historique, Notre Auguste Grand-Père n'y a vu, en définitive, que l'aboutissement de ce qui s'apparentait, pour lui, à un petit Djihad, c'est-à-dire le combat mené à l'époque pour en finir avec le protectorat, en prélude au grand Djihad, voué, lui, à l'édification du Maroc moderne.

Et c'est à la concrétisation de ce grand dessein que s'est attelé, avec résolution et abnégation, son compagnon de lutte, Notre vénéré Père, Sa Majesté le Roi Hassan II - que Dieu sanctifie son âme - qui avait à coeur de bâtir une nation unifiée, dotée d'institutions constitutionnelles, jouissant d'un essor économique et social constant et d'une aura internationale reconnue.

Depuis que Nous avons pris en charge la conduite de ta destinée, Nous t'avons promis de faire de l'épopée du 20 Août une révolution renouvelée du Roi et du peuple pour concrétiser l'ambition qui Nous anime de faire accéder l'ensemble des Marocains à tous les attributs de la citoyenneté pleine et entière et de la vie dans la dignité.

Dans la poursuite de cette quête, nous nous appuyons sur la parfaite symbiose qui règne entre le Trône et le peuple, en gardant constamment à l'esprit les valeurs de sacrifice et de solidarité, dont cette révolution est porteuse.

Il y a donc, pour nos jeunes générations, une nécessité impérieuse de s'imprégner davantage de ces valeurs et de mobiliser la volonté, les potentialités et les ambitions qui les habitent, pour s'investir résolument dans l'action menée en vue de relever les défis internes et externes qui interpellent le Maroc d'aujourd'hui et de demain.

Cher peuple,.

Le discours que Nous t'adressons cette année intervient dans une conjoncture sans précédent dans l'histoire de l'économie mondiale. Il coïncide aussi avec une période marquée par les charges supplémentaires que doivent supporter les familles démunies en raison des dépenses induites par le mois béni du Ramadan et la rentrée scolaire. L'une et l'autre contraintes ne manquent évidemment pas de grever le pouvoir d'achat des citoyens.

Voilà pourquoi Nous avons jugé que ce discours est l'occasion idoine pour réaffirmer Notre volonté d'alléger les fardeaux qui pèsent sur les épaules des catégories les plus nécessiteuses. Cette action doit s'inscrire dans une démarche solidaire, axée sur la consolidation de la dimension sociale des réformes profondes en cours dans plusieurs secteurs clés qui touchent directement le quotidien des citoyens, et ce, en application des orientations contenues dans le dernier Discours du Trône.

"L'enseignement vient en tête des secteurs devant faire l'objet de ces réformes auxquelles Nous attachons la plus haute importance.

A cet égard, il Nous a paru judicieux de procéder au lancement d'une opération nationale visant à donner une forte impulsion à la généralisation de l'enseignement fondamental et à l'affirmation de son caractère obligatoire, de sorte à garantir l'égalité des chances en matière d'enseignement et à lutter contre le phénomène de décrochage scolaire.

Cette opération consistera à doter un million d'enfants nécessiteux de manuels et de fournitures scolaires.

Par cet octroi, Nous entendons venir en aide aux familles démunies pour leur permettre de faire face aux frais de la prochaine rentrée scolaire.

Cette opération sera financée, pour l'essentiel, à partir des crédits alloués à l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), ainsi que des contributions apportées par les autorités et les institutions concernées, les collectivités locales, les instances et les associations crédibles.

A travers cette démarche, Nous concrétisons Notre ferme volonté de veiller à la bonne mise en oeuvre du programme d'urgence relatif à la réforme du système d'éducation.

A cet égard, Nous engageons le gouvernement à mettre au point un plan rigoureux de logement au profit des femmes et des hommes de l'enseignement, exerçant en milieu rural, et à se prévaloir des différentes formules partenariales et contractuelles disponibles pour en assurer la réalisation.

Notre voeu est d'assurer de bonnes conditions de travail et de stabilité à la famille de l'enseignement travaillant à la campagne, notamment dans les zones reculées, et de l'inciter ainsi à s'acquitter au mieux de la mission pédagogique qui lui incombe.

Avec la même détermination, Nous veillons à la mise en oeuvre optimale de la réforme et de la modernisation de l'agriculture, ainsi que la mise à niveau de ce secteur pour qu'il puisse répondre aux exigences de productivité et de compétitivité.

Cet objectif requiert d'assurer une visibilité globale à même de favoriser la réalisation des investissements rentables dans ce secteur vital.

A cet effet, Nous donnons Nos instructions à Notre gouvernement pour qu'il prenne les mesures nécessaires en vue de la prorogation, jusqu'à fin 2013, du régime fiscal agricole en vigueur actuellement.

Dans cette perspective, Nous sommes déterminé à mettre en place un régime d'impôts en matière agricole, fondé sur les principes de justice fiscale et de solidarité sociale, ainsi que sur la nécessaire préservation de la compétitivité des activités

agricoles. Tout ceci doit s'inscrire dans le cadre de la cohérence globale du système fiscal national.

Aussi, engageons-Nous l'Exécutif à mettre au point, pour le secteur agricole, une ébauche cohérente d'un système fiscal approprié et progressif.

Le nouveau régime fiscal envisagé devrait être adopté et mis en application à compter de la loi de finances 2014.

Par ailleurs, le nouveau régime d'impôts adapté au monde agricole devrait prendre en considération la précarité sociale des petits agriculteurs, et refléter le devoir de solidarité à leur égard, en continuant à subventionner les cultures traditionnelles vivrières à faible rendement.

Afin de compléter l'éventail des outils de soutien social, Nous exhortons le gouvernement à mettre en oeuvre les mécanismes législatifs et institutionnels nécessaires pour renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, contrôler les prix et combattre la corruption.

A cet effet, Nous appelons l'Exécutif et le Législatif à diligenter l'adoption du Code de Protection du Consommateur.

Parallèlement, il importe de veiller à l'application stricte de la loi sur la liberté des prix et de la concurrence - notamment en mettant en marche le Conseil de la concurrence - et ce, pour garantir une bonne gouvernance économique.

"Dans le cadre de la moralisation de la vie publique, il faudrait procéder à l'installation de l'Instance centrale pour la Prévention de la Corruption.

Certes, le citoyen peut parfaitement comprendre que le renchérissement du coût de la vie soit lié à la hausse des prix sur le marché mondial. Mais ce qu'il ne saurait admettre, c'est d'être livré en pâture à la rapacité des spéculateurs et des réseaux d'intermédiaires.

De même, le citoyen ne devrait, en aucune manière, faire les frais des éventuels manquements des autorités qui ne s'acquitteraient pas pleinement du devoir qui leur incombe en matière de régulation, de contrôle et de répression.

Il va sans dire, en effet, qu'un marché libre ne doit aucunement être synonyme d'anarchie, encore moins de pillage.

Il appartient, donc, à chacun de faire preuve de vigilance et de fermeté, de se prévaloir de la force de la loi et de l'autorité

d'une justice indépendante et d'user des mécanismes de contrôle et de reddition de comptes, pour mettre un terme à l'impunité et sévir contre la magouille et la fraude.

Cela devient plus impératif dès lors qu'il s'agit des moyens de subsistance du peuple, ou des spéculations sur les prix, ou encore de tirer profit de l'économie de rente et des privilèges issus de pratiques clientélistes. Cela s'impose encore plus face à la prévarication, la concussion, la corruption, l'abus de pouvoir et la fraude fiscale.

Cher peuple,.

Quelle qu'en soit l'efficacité, la gestion des contraintes conjoncturelles ne saurait se substituer à la nécessité de multiplier les efforts pour mettre en oeuvre les politiques publiques, les initiatives privées et les actions associatives que requiert l'amélioration des conditions sociales des citoyens.

Nos grandes orientations et nos programmes en matière de développement exigent la mobilisation de tous, de sorte que chacun puisse s'investir pleinement dans la conception et la réalisation de programmes novateurs visant à améliorer le vécu quotidien du citoyen, et à créer des richesses génératrices d'emplois pour nos jeunes.

Ils interpellent aussi toutes les forces productives de notre pays, avec au premier chef, le secteur bancaire. Concernant ce dernier, il faut désormais, mettre en place des mécanismes de pointe qui l'inciteraient à marquer de façon plus efficiente son adhésion à l'effort national de développement économique et social.

Notre préoccupation de toujours est d'assurer la mise à niveau de notre jeunesse ambitieuse et prometteuse, pour lui permettre de contribuer, sous Notre ferme conduite, à la réalisation d'une croissance économique forte et d'un développement social équilibré, sans exclusion ni marginalisation. Nous avons, en effet, l'ambition de voir l'ensemble de Nos citoyens vivre librement et dignement, dans le Maroc de l'unité, du progrès, du développement et de la solidarité.

C'est là le témoignage le plus éloquent de notre fidélité à la mémoire immaculée des chefs et des martyrs de la Révolution du 20 Août, avec, à leur tête, Notre Vénéré Grand-Père et Notre Auguste Père, que Dieu les ait en Sa sainte Miséricorde.

Puisse le Très-Haut guider nos pas et nous aider à préserver l'esprit ayant animé notre épopée glorieuse .

La révolution du Roi se sacrifiant pour son peuple, et la révolution du peuple par loyauté envers son Roi.

Wassalamou alaïkoum warahmatoullahi wabarakatouh".

